

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉCOLE NATIONALE  
DE LA MAGISTRATURE

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : 0006

NOTE

15,5/20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

2

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE  
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE  
(signature)

COMPOSITION DE CAS PRATIQUE DE DROIT CIVIL

I - L'explosion sur le chantier

On envisage successivement la mise en  
jeu de la responsabilité du carter maître  
(A), de l'ouvrier Pothier (B) et de l'entrepre-  
nneur (C), avant d'envisager les différents chefs  
de réparation (D).

À titre liminaire, on note que le seul  
victime est M. Daat, sans risque de l'existence  
"par ricochet" d'un dommage <sup>réparable</sup> par ses co-accusés

A - la responsabilité du cocontractant  
le lien de la responsabilité  
nécessite généralement l'existence  
d'un dommage, d'un fait générateur  
et d'un lien de causalité entre  
le fait et le dommage.

Le cocontractant a commis une  
négligence et laisse un accès  
relativement libre aux emporis.

L'article 1383 du Code civil  
énonce que celui qui cause

une faute d'imprudence ou de négligence engage sa responsabilité.  
Le lien de causalité entre la faute et le dommage doit néanmoins être  
établi, et le lien entre la faute et le dommage (Civ. 2<sup>e</sup>, 27 octobre 1975).

La théorie de la causalité adéquate s'applique - le dommage doit être une  
conséquence directe du fait - par exemple, introduire une personne chez soi n'est  
pas suffisant et lié au dommage causé par cette personne (Civ. 2<sup>e</sup>, 23 juin 1993).

En l'espèce, le lien de causalité n'est pas suffisamment établi. La  
responsabilité ne sera pas retenue sur le fondement de l'article 1383 du  
Code civil.

La responsabilité sur le fondement de l'article 1384 alinéa 1<sup>er</sup> (responsabilité du fait de chose) doit être ici écartée. En effet, elle nécessite  
que le responsable ait conservé la garde de la chose (arrêt Frank, ch.  
réunies, 2 décembre 1941), caractérisée par le contrôle, l'usage et la  
direction de la chose source du dommage.

En l'espèce, le cocontractant avait perdu la garde de la chose, entre  
les mains de Pothier (ceci s'applique à l'arrêt Frank).

La responsabilité du cocontractant ne sera pas retenue sur ce fondement.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

la responsabilité civile du coauteur ne sera pas retenue. Toutefois, la responsabilité disciplinaire pourrait être recherchée par son employeur.

### B - la responsabilité de Pothier

Pothier a scier et mis de la dynamite et s'en est allé faire exploser, blessant Don et qui passer.

la responsabilité personnelle de Pothier peut être recherchée d'abord sur la base et des articles 1382 et 1383. En effet, et même s'il s'agit par ce cas de faute, sa culpabilité et et à tort le nous impute. L'élément intentionnel n'est pas exigé, la responsabilité pourra être engagée même si l'auteur n'a pas voulu le dommage (civ 2<sup>e</sup>, 6 juin 2000).

le lien de causalité entre fait générateur doit être établi. Ici, il n'y a pas de doute que l'explosion de la dynamite et la cause de blessures mortelles. la responsabilité pour faute de Pothier peut être efficacement recherchée. Toutefois, la faute de la victime peut atténuer, voire même rompre, le lien de causalité. Celle-ci n'exonère totalement le responsable que si elle présente le caractère de la force majeure, mais peut entraîner une exonération partielle de responsabilité (civ 2, 11 février 1976).

En l'espèce, Don est entré dans la zone interdite malgré le panneau interdisant l'entrée et l'accès à une zone dangereuse. Toutefois, cette faute n'est pas inexcusable : l'accès d'une personne à une zone interdite ne présente pas ce caractère (civ 2<sup>e</sup> 18 décembre 1995). On trouve ce fait néanmoins de la faute de la victime dans l'évaluation de son préjudice, cette faute ayant concouru à la réalisation de celui-ci.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

la responsabilité sur la faute et de l'article 1384 al 1 pour lequel  
il est retenu, Pothier ayant bien la garde de la chose au sens de  
l'arrêt Franck. Cette mise en jeu s'explique par le fait de celui qui  
a la garde de la chose (arrêt du 10 janvier 1896).

L'action contre Pothier pourrait toutefois être écartée par le  
non-mise en jeu de la responsabilité de son employeur.

### C - Responsabilité de l'étape Loyel.

Celle-ci sera recherchée sur la faute et de l'alinéa 5 de  
l'article 1384 du Code civil. Elle nécessite qu'existe un rapport  
de préposition (Civ 7 novembre 1968), caractérisé par un rapport  
d'autorité et le fait de donner des ordres ou de recevoir des tâches.

Le rapport est ici caractérisé par la relation salariée/employeur.  
L'exigence de la responsabilité de ce fait exige que le salarié  
ait agi dans le cadre de ses fonctions en exerçant la limite de sa  
mission (AP 25 février 2000, Costedoat). Le préposé s'engage par  
sa responsabilité dans ce cas (Civ 2<sup>e</sup> 21 février 2008) hors le cas d'une  
faute intentionnelle ou d'une infraction pénale. Il faut également que le  
fait du préposé soit à l'origine du dommage et que le lien de  
causalité soit certain.

Le fait de Pothier semble détaché de sa mission. Pourtant, le salarié  
qui projette de l'être s'engage dans le cadre de sa mission d'agir dans  
l'exercice de ses fonctions et même le moyen de se faire à l'occasion de  
son emploi (Civ 23 juin 1988). C'est également le cas à l'espèce,  
Pothier trouvant l'exploit sur son lieu de travail.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

la responsabilité de l'échec pourra être recherchée efficacement sur le fondement de la responsabilité du causant.

### D - la chose de ~~domage~~ réparable.

Le principe de responsabilité civile et celui de la réparation intégrale du ~~domage~~, voir juris (Civ. 1 9/11/2004), voir aussi (Civ. 11/5/99). Ici, la victime directe est déterminée et ne laisse pas d'argent de côté.

Toutefois, aucun lien de droit n'est exigé avec la victime directe par indemnité car qui entretient des relations avec lui (Civ. 27/2/1970) que ce soit par les préjudices matériels ou corporels, si la "relation" est bien établie.

Le ~~compagnon~~ de ~~Damat~~ pourra être indemnisé de son préjudice matériel dû à la perte de son ~~compagnon~~ (Civ. 13/2/1923). Il pourra également être indemnisé de la perte des subsides qu'il verse à son ~~compagnon~~ (Civ. 3/11/1983).

La perte de ~~Damat~~ pourra toutefois lui être opposée pour lui être son droit à réparation.

## II - L'incendie de la grange

### A - la responsabilité de l'effet.

Sa responsabilité pourra être recherchée sur le fondement de l'article 1384 alinéa 1, qui révoque (en dehors du lien de causalité ici établi et du ~~domage~~) par la faute du gardien de la chose. En revanche, le garde doit être établi. En l'espèce, l'effet dispose bien de

l'usage, la direction et le contrôle de l'acte.

L'arrêt Fullenarth (AP 915/1984) n'exige pas que l'enfant dispose de discernement suffisant pour engager sa responsabilité sur le fondement du fait de chose. Des mineurs ayant mis le feu à un garage avec des allumettes, sans intention, ont déjà vu leur responsabilité engagée sur ce fondement (Civ 2, 14/6/1984).

La responsabilité de Pierre pourra être engagée, et a contrario que les grands-parents avaient alors perdu la garde de la chose, dérobée (arrêt Frenet, 2/12/1941).

### B - Responsabilité des parents

L'article 1384 al 4 du Code civil pose le principe de la responsabilité des parents, même sur le fait non fautif de l'enfant (arrêt Levent, Civ 2 10/5/2001). L'enfant doit être mineur à la date des faits<sup>(Civ 2 25/10/1988)</sup>, et la cohabitation avec les parents doit exister (Civ 2, 20/11/2000). Toutefois, le placement chez les grands-parents par des vacances ne rompt pas le lien de cohabitation (Civ 2 5/2/2004).

Les conditions d'application de l'article 1384 al 4 sont ici remplies. Le lien de causalité entre le dommage et le fait de l'enfant étant établi, la responsabilité des parents pourra être efficacement recherchée.

Elle exclut toute recherche de responsabilité des grands-parents, la "responsabilité du fait d'autrui" étant exclue et alternatives (Civ 2, 18 mars 1981). De plus, la faute de ce dernier avait été exigée (Civ 2, 15/2/1956).

Le fait de voler le pichet incendie n'est pas une faute de la victime qui exonérerait naturellement les parents.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

### C- le préjudice réparable

Tout préjudice matériel ou moral doit être réparé intégralement.  
(Civ, 13/2/1923).

D'abord, le préjudice résultant du trouble physiologique (Civ 5/31 1985), en plus du préjudice d'aggravation résultant de l'impossibilité de tenir à l'arc (AP, 19/12/2003). La douleur <sup>ressentie</sup> sera également indemnisée (petite douleur), tant physique que morale, au vu des blessures.

La perte de chance d'un événement favorable (ici la victoire au championnat de France) doit également être indemnisée, même si la réalisation de l'événement n'est pas certaine (Civ 9/10/1975).

Le juge recherche les chances de succès (Civ 215/1197)

Les chances semblent bonnes, le préjudice sera réparé, et le lien entre les deux établies (Civ 27/3/1973).

Le préjudice matériel résulte également de la perte de la paye, et des revenus que le vainqueur peut tirer de l'exploitation de celle-ci.

Le "lucrum cessans" sera également indemnisé s'il est dû à la perte de l'usage du bras.